

"Le Congrès de La Haye" dans Le Monde (9-10 mai 1948)

Légende: Les 9 et 10 mai 1948, le quotidien français Le Monde décrit les enjeux et la teneur des débats du congrès de l'Europe à La Haye.

Source: Le Monde. dir. de publ. Beuve-Méry, Hubert. 09.-10.05.1948, n° 1 021. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_congres_de_la_haye"_dans_le_monde_9_10_mai_1948-fr-1c110078-63ca-4d8c-b3fa-fea92647d433.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/09/2012

Le Congrès de La Haye

Lorsqu'on vit dans le cauchemar quotidien, on est d'autant plus désireux de s'en évader et de se bercer de beaux rêves. Et plus le présent est sombre plus s'affirme la foi dans un avenir meilleur.

C'est ce sentiment profond des peuples qui a fait foisonner depuis la guerre tant de mouvements fédéralistes européens et provoqué la réunion du congrès de La Haye. Pour la vieille et généreuse idée des Etats-Unis d'Europe c'est une chance qu'elle soit reprise et patronnée par M. Winston Churchill, dont la personnalité prestigieuse domine toute notre époque. On ne saurait trouver meilleur avocat d'une plus noble cause.

Son allocution inaugurale fait suite aux discours de Fulton et de Zurich, où l'ex-Premier invitait l'Europe à s'unir contre le péril russe et conviait ensuite la France à ramener l'Allemagne au sein de la famille européenne. Il s'est montré hier plus prudent, moins catégorique, tant à l'égard de l'U.R.S.S. que de la France. Il a abandonné son ton de croisade contre le communisme, et il a substitué à l'idée du rapprochement franco-allemand la nécessité pour les nations victorieuses de « prendre l'Allemagne par la main » et de travailler à la restauration de sa vie économique.

M. Churchill a ouvert des perspectives audacieuses. Il a pris position en faveur de la création d'une assemblée européenne qui pourrait dès à présent faire entendre la voix de l'Europe ; il a évoqué le futur « gouvernement mondial » qui reposerait sur « trois armées de la paix » : le Conseil d'Europe avec la Grande-Bretagne et le Commonwealth, l'hémisphère occidental et l'immense Union soviétique. Mais il ne s'est pas égaré dans les nuées et s'est montré dans l'immédiat très réaliste.

Le congrès de La Haye, à son sens, ne doit pas gêner l'action des hommes d'Etat qui, péniblement, travaillent à une collaboration plus étroite des nations occidentales : il doit bien plutôt la soutenir. Et il a rendu hommage à l'œuvre déjà accomplie par le pacte des Cinq et le comité des Seize. En ce qui concerne les limitations de souveraineté que les Etats devraient fatalement consentir dans une future fédération, même réduite provisoirement à l'Europe occidentale, il se montra également assez prudent, et cependant ses formules n'étaient-elles pas une critique implicite des réserves récemment faites par M. Bevin dans ce domaine ? On notera aussi qu'il a répondu aux tentatives des travaillistes de boycotter le congrès et d'entraîner dans leur sillage d'autres socialistes européens, en déclarant que l'Europe unie doit être l'œuvre de tous et que les partis politiques ne sauraient rivaliser que dans leur zèle pour la cause commune.

M. Ramadier a fait entendre lui aussi la voix de la prudence, demandant au congrès comme M. Churchill d'appuyer les gouvernements plutôt que de vouloir faire une sorte de « révolution fédéraliste ». Mais on doit constater que leurs paroles de bon sens ont suscité quelque irritation chez les fédéralistes idéalistes, chez les « purs », tels que le comte Coudenhove-Calergi et le docteur Brugmans.

Ainsi les délégués du congrès semblent s'être divisés en deux groupes : l'un soutenant l'appel churchillien pour la consolidation de l'Europe avant sa fédération, l'autre appuyant la demande de fédération immédiate et totale suggérée par le Hollandais Brugmans. Et il est à noter que le discours ardent de ce dernier en faveur d'un super-Etat européen jetant bas toute souveraineté nationale fut aussi vigoureusement applaudi que celui de M. Churchill. Ces divisions au sein des quatre mouvements réunis à La Haye ne faciliteront guère les travaux des commissions ni le vote des résolutions à prendre dans le domaine politique, économique et culturel.

On doit cependant souhaiter que la conciliation se fasse entre les hommes qui ont connu les responsabilités du pouvoir dans leurs pays respectifs et les intellectuels plus doctrinaires qui sont enclins à faire trop bon marché des réalités. La sagesse paraît être de procéder par étapes et d'édifier pierre par pierre ce qui peut l'être dans la zone du continent où ne s'exerce pas le veto soviétique.

Des appels ont été lancés hier à l'U.R.S.S. et aux démocraties populaires. Il est superflu de dire qu'ils seront repoussés par les dirigeants sans la moindre consultation des peuples. Et dès hier la propagande soviétique critiquait avec véhémence le projet « réactionnaire » de l'Europe unie, en prétendant qu'il visait à créer un bloc militaire contre l'U.R.S.S. et les nouvelles démocraties de l'Est. C'est la reprise de l'antienne bien

connue contre le plan Marshall.